

Jour après Jour, daté du mardi 11 mars 2008

Pouvoir d'achat

MOBILISATION EN VUE DANS LES BANQUES

Pour exiger une hausse générale des salaires, plusieurs syndicats appellent à des journées d'actions au Crédit Agricole et à la BNP Paribas. Deux groupes largement bénéficiaires mais qui rechignent à ouvrir leurs coffres forts.

Les salariés des banques ont bien l'intention de réclamer leur dû. Après l'échec des négociations salariales avec le patronat de la branche (voir notre article du mardi 4 mars 2008), les syndicats FO, CGT et CFTC de LCL (ex-Crédit Lyonnais, filiale du Crédit Agricole) ont décidé d'appeler à la grève le 26 mars tandis que leurs homologues de la BNP Paribas (FO et CGT) organisent le 9 avril une journée d'action, dont les modalités restent encore à définir dans les prochains jours.

Les syndicats de LCL entendent dénoncer la *"rigueur budgétaire"* imposée aux personnels qui devrait se traduire par une diminution de 7 millions d'euros (-24% par rapport à 2007) de l'enveloppe globale consacrée aux mesures salariales 2008, soit en moyenne une réduction de 325 euros annuels par salarié, par rapport à l'an dernier. *"Dans le même temps, les dix rémunérations les plus élevées de LCL augmentent d'un million d'euros (+23%)"* et *"ces heureux bénéficiaires se (partageront) plus de 5 millions d'euros"*, souligne le communiqué commun. D'où leur appel à un *"débrayage de 2 heures à 24 heures"* le 26 mars, date d'une *"convention nationale de présentation du plan Crescendo"*. Ce plan de développement pour les années 2008-2010 prévoyant entre autres une réorganisation immobilière de ses sites inquiète également les syndicats, car il risque, selon eux, de dégrader des conditions de travail déjà *"déplorables"*. A LCL comme ailleurs, *"les négociations sur les augmentations générales des salaires ont été pingres: la hausse cette année sera en moyenne de 2%, avec un plancher de 625 euros uniquement pour les employés dont le RBA (revenu brut annuel) est inférieur à 33.000 euros"*, rapporte **FO LCL**. En réponse à ces mesures générales insuffisantes, les syndicats avaient déjà appelé à bloquer les instances représentatives du personnel pour *"retrouver le 'plus plus' des campagnes de pub' de LCL sur les fiches de paie"*, après une grève qui avait mobilisé en novembre dernier près d'un tiers des salariés de la banque.

Dans le groupe BNP Paribas, les mêmes maux provoquent les mêmes effets. Selon le communiqué FO et CGT, qui appelle à l'action le 9 avril, *"la majorité des techniciens et des cadres, (de BNP Paribas) voient leur rémunération stagner et leur pouvoir d'achat baisser"* alors qu' *"une nouvelle progression du dividende des actionnaires de 8% (après 19,23% l'an passé et 30% il y a 2 ans)"* vient d'être annoncée. Le dernier accord salarial 2008 signé en septembre par deux syndicats (CFDT et SNB) prévoit une augmentation de 0.8% au 1er juillet 2007 et de 0.8% au 1er mars 2008. Or, rappellent FO et la CGT, *"pendant cette même période, selon l'INSEE, les prix ont augmenté de 2,6% en 2007 et dépasseraient 3% en 2008"*. Ils revendiquent *"au minimum le maintien du pouvoir d'achat par une revalorisation générale des salaires"*.

Les personnels de ces deux banques ne réclament in fine qu'un juste retour des choses. Malgré la crise liée aux crédits hypothécaires américains (*"subprimes"*), les deux groupes pour lesquels ils travaillent sont en effet florissants. Le Crédit Agricole, maison-mère de LCL, et BNP Paribas viennent de publier de solides bénéfices : 4 milliards d'euros, pour le premier et 7,8 milliards, pour le second.

<http://www.force-ouvriere.fr/>